



DOSSIER Guerres au Moyen-Orient

## Liban : l'accueil des déplacés ravive les tensions communautaires

**Alors qu'Israël refuse d'inclure le Liban dans le cessez-le-feu, pour les déplacés, la perspective de pouvoir rentrer chez eux s'éloigne. Les tensions créées par le grand nombre d'exilés intérieurs et l'instrumentalisation des peurs communautaires ne peuvent que se renforcer.**

Gwenaelle Lenoir

9 avril 2026 à 14h26

**Beyrouth, Hasbaya, Kaoukaba (Liban).** – À peine le cessez-le-feu de deux semaines entre les États-Unis et l'Iran avait-il été annoncé dans la nuit du 7 au 8 avril, que des familles entières faisaient à nouveau leurs bagages. Pour rentrer chez elles, dans le sud du pays. À l'aube du 8 avril, une file ininterrompue de véhicules empruntait le vieux pont de la route côtière au-dessus du fleuve Litani, matelas sur le toit, coffre et habitacle bourrés de biens et de personnes.

La cessation temporaire des hostilités ne concernait pourtant pas le Liban, assuraient les autorités israéliennes, contredisant le médiateur pakistanais qui disait le pays du cèdre inclus dans l'accord. Prudents, les partis chiites, Amal et le Hezbollah, demandaient aux déplacé·es et à leurs partisan·es de ne pas se rendre au Sud-Liban. Les forces armées libanaises lançaient le même avertissement et mettaient en place des barrages sur les grands axes menant vers le sud.



La petite ville de Hasbaya, le 25 mars 2026, au Liban. © Photo Gabriel Ferneini pour Mediapart

L'armée de l'État hébreu appuyait le premier ministre Benjamin Nétanyahou, d'abord en diffusant des alertes à évacuer, notamment pour la ville de Tyr, puis, quelques heures plus tard, en lançant la plus forte vague de frappes contre le Liban depuis le début de cette nouvelle guerre le 2 mars.

Les déplacés de force voient leurs espoirs douchés. Ils ne pourront donc pas rentrer chez eux avant un moment. Beaucoup le craignaient déjà. Les officiels israéliens, premier ministre et ministre de la défense en tête, ont en effet multiplié les déclarations sur une future zone tampon de plusieurs kilomètres de profondeur dans le territoire libanais, au nord de la ligne bleue, qui marque la frontière entre Israël et le Liban.

### Discrimination confessionnelle et peur des frappes israéliennes

Les écoles publiques, universités, édifices religieux chrétiens, druzes et musulmans resteront donc occupés par des centaines de milliers de personnes. Des familles continueront de payer à des prix exorbitants des logements provisoires, ou à s'entasser chez des proches. D'autres dormiront toujours sous les tentes dans les stades, alignées le long du mur de l'hippodrome de Beyrouth ou des rares jardins publics, tout près de la Dahieh, la banlieue sud, qu'ils ont dû évacuer sous les bombes.

Sans solution, car ni l'État, déficient depuis des décennies, ni les initiatives privées, ni les ONG

nationales ou internationales ne peuvent faire face au défi colossal du déplacement forcé d'un·e Libanais·e sur cinq. Si la guerre ne cesse pas rapidement, il faudra loger, nourrir, soigner plus d'un million de personnes déplacées et trouver un travail à celles qui sont en âge de l'occuper et ont perdu leur emploi en même temps qu'elles ont dû quitter leur domicile.



Emm Ali et son petit-fils Hussein, originaires de Khiam, dans une école publique devenue centre d'accueil pour les déplacé·es du Sud-Liban, le 25 mars 2026, à Hasbaya, au Liban. © Photo Gabriel Ferneini pour Mediapart

Outre la mise à l'épreuve de structures étatiques déjà fragiles, les déplacé·es sont devenu·es un enjeu sociétal et le révélateur de tensions sociales et confessionnelles.

Depuis le début de la guerre, en effet, les histoires de rejet se multiplient. S'y mêlent discrimination confessionnelle, car l'immense majorité est chiite, et peur, car l'armée israélienne a déjà ciblé, dans des quartiers non chiites, donc habituellement épargnés, des immeubles où avaient trouvé refuge des déplacé·es, désigné·es par elle comme membres ou proches du Hezbollah. Le bombardement de la maison de la famille Alwan, à Aïto, au cœur de la région maronite, dans le nord du pays, qui accueillait des déplacé·es chiites du village d'Aïtaroun, en octobre 2024 (Mediapart l'a raconté [ici](#)), est inscrit au fer rouge dans la mémoire collective. Vingt-quatre mort·es et une fissure de plus dans le tissu social libanais.

Mohamed Kleit, vidéaste et chiite, a vécu l'essentiel de ses 35 ans dans la Dahieh. Sa famille est originaire de Bint-Jbeil, ville du Sud-Liban à un jet de pierre d'Israël. Après son mariage, il a déménagé vers des quartiers plus confortables, « où les appartements sont plus vastes et les arbres plus nombreux ». « Mais il se trouve que ces

quartiers sont tous chrétiens », sourit-il.

« Mon propriétaire est venu me demander la copie des papiers d'identité de mes parents, de mes sœurs et de leurs maris. La municipalité recense toutes les personnes étrangères à la commune. »

Mohamed Kleit, vidéaste

Déjà, pendant la guerre de 2024, dans le quartier de Sinn Al-Fil, il a senti grandir la suspicion de ses voisins à son égard : « Des remarques se voulant sympathiques, comme "Toi, on sait que tu n'en es pas !", mais m'interrogeant quand même sur ma proximité avec le Hezbollah, des questions sur mes ami·es qui me rendaient visite, et tout ça quotidiennement. »

Cette année, c'est pire. Il réside depuis plusieurs mois à Mansourieh, ville verdoyante à l'est de Beyrouth, à forte présence des Forces libanaises, parti chrétien dirigé par Samir Geagea et ennemi juré du Hezbollah.

Quand, après le 2 mars, il a évacué de la Dahieh ses parents, ses sœurs et les familles de celles-ci, huit personnes en tout, et les a installé·es chez lui, les voisins sont devenus intrusifs, voire agressifs. « Ils ont vérifié mes posts sur les réseaux sociaux, ils sont venus me voir en me disant que mon beau-frère avait vraiment l'air d'un chiite, parce qu'il est brun à la peau tannée et circule à moto !, relate Mohamed. Et puis mon propriétaire est venu me demander la copie des papiers d'identité de mes parents, de mes sœurs et de leurs maris. La municipalité de Mansourieh recense toutes les personnes étrangères à la commune. Ce n'était jamais arrivé avant. Et enfin, il s'agit de mes parents ! »

La mairie a pris cette décision après une frappe israélienne contre un hôtel à Baabda, quartier chrétien, où est situé le palais présidentiel. Israël ciblait un Libanais membre des Gardiens de la révolution iraniens qui y avait pris une chambre, a affirmé Tel-Aviv. Seule la réceptionniste a été tuée dans le raid. L'épisode a renforcé le traumatisme et la méfiance vis-à-vis des inconnu·es, et en particulier des chiites.

Les mesures prises par la municipalité de Mansourieh n'ont plus rien d'exceptionnel. Savoir qui héberge qui est devenu une obsession. Même dans les communes qui accueillent volontiers les déplacé·es.

« Nous demandons à chaque personne qui arrive de s'enregistrer auprès de nos services, explique Lahib al-Hamra, maire de Hasbaya depuis 2016. Il s'agit à la fois de préserver la sécurité de tous et de savoir ce dont les gens ont besoin en termes d'aide. » Hasbaya, 10 000 habitant·es, majoritairement druzes, mais aussi sunnites et chrétien·nes, au pied du mont Hermon (Jebel Cheikh en arabe), accueille un millier de déplacé·es venu·es des localités voisines de Tibnine, Ibl Al-Saqi et surtout Khiam, où se sont déroulés, une grande partie de mars, des combats acharnés entre soldats israéliens et combattants du Hezbollah.

« Au Liban, 90 % de la population est politisée, on ne va donc pas interdire l'entrée de la ville à tel ou tel en fonction de ses opinions politiques, poursuit, placide, Lahib al-Hamra. Mais nous ne pouvons pas accepter quelqu'un qui veut mener des actions militaires à partir de notre commune. Il est de notre devoir de garantir la sécurité de nos concitoyens. » En clair, pas de membre de la branche armée du Hezbollah à Hasbaya.

### Pressions israéliennes

Lahib al-Hamra est certain de l'assentiment de ses administré·es. Les quelques personnes interrogées le confirment. Ainsi Hisham, vendeur de fruits et légumes, qui arbore la calotte blanche des cheikhs druzes : « C'est une obligation morale, ces personnes appartiennent à notre peuple » ; ou Farid, coiffeur, dont l'activité souffre de la guerre : « Nous devons les accueillir, bien sûr, et les mesures de précaution prises par la municipalité sont justes. »

Pour les déplacé·es accueilli·es, la mairie a déployé tous les moyens à sa disposition et coordonne les actions avec le ministère de la santé, le Conseil du Sud, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des ONG. Elle a ouvert les écoles, notamment le collège des garçons. Tout au bout d'une mauvaise route, l'établissement domine un paysage de vallées et de collines couvertes d'oliviers. La sérénité bucolique est brisée à intervalles irréguliers par de forts bruits d'explosions, tirs d'artillerie, de missiles ou frappes aériennes.

« On ne sait jamais qui est qui. Dans une famille, tu ne sais pas si le fils n'est pas un combattant. »

Georges Obeid, habitant de Kaoukaba

Un peu moins de cent personnes, parmi lesquelles beaucoup d'enfants et de femmes, sont installées ici depuis leur fuite, le 2 mars. Zeinab Rashid fume avec ses nouvelles compagnes de malheur, assises autour d'une table de classe, dans un couloir ouvert à tous les vents. « Ici, on est bien acceptés. La seule question que l'on nous a posée, c'est : "De quoi avez-vous besoin ?" Ce n'est pas le cas partout. La solidarité est beaucoup moins forte qu'en 2024 », assure cette habitante de Khiam. « Les gens ont peur d'accueillir des déplacés parce qu'ils ne savent pas qui se cache parmi eux », renchérit Ali Akanan, de Tyr.



Sheikh Hicham, vendeur de fruits et légumes à Hasbaya, le 25 mars 2026, au Liban. © Photo Gabriel Ferneini pour Mediapart

À Kaoukaba, village maronite de 300 habitant·es entre Hasbaya et Khiam, dominé par une immense statue de la Vierge, les rues sont vides et les magasins déserts. Les affrontements sont tout proches. Georges Obeid, 81 ans, juge que cette guerre-là est pire que les autres, qu'il a pourtant toutes traversées. Il se désole du sort des habitant·es des villages chiites voisins, qui ont dû quitter leurs foyers. « J'ai dû faire la même chose, en 2006, et c'est une telle souffrance... Je comprends la douleur que les déplacés ressentent », assure-t-il. Mais il n'accueille aucune famille : sa résidence, modeste, est « trop petite », mais surtout, il a « peur ». « On ne sait jamais qui est qui. Dans une famille, tu ne sais pas si le fils n'est pas un combattant », soupire-t-il.

Il n'aurait sans doute pas eu l'autorisation de la municipalité, de toute façon. Mira Khoury, adjointe au maire, en assume totalement les décisions : « Dès le 2 mars, nous avons décidé de ne pas ouvrir d'abri, contrairement à ce que nous avons fait en 2024, explique la jeune femme. Car les gens de Khiam, je ne les connais pas, je ne peux pas prendre ce risque de les accueillir. »

Kaoukaba a cependant accepté de recevoir vingt-huit familles, qui avaient déjà trouvé refuge dans la bourgade en 2024 en y louant des logements. Mira Khoury est passée chez chacune relever les identités et les a transmises au centre de crise à Nabatiyeh pour vérification d'une éventuelle affiliation au Hezbollah. « *Je passais chez eux chaque jour, pour prendre des nouvelles et être certaine qu'aucun intrus n'était arrivé* », reprend Mira Khoury, que l'on sent hésiter entre une solidarité naturelle, entre « *gens du Sud* », et une assimilation de tous les chiïtes au Hezbollah.

Cette équation a été poussée par le Parti de Dieu pour des raisons politiques, et aussi par les autorités et l'armée israéliennes, avec la volonté de diviser la population et de jouer sur les tensions communautaires. Plusieurs édiles de villages en bordure de la zone des combats ont reçu des appels d'officiers israéliens, s'exprimant en arabe, sur leur numéro WhatsApp, réseau très utilisé au Liban.



Georges Obeid, dans sa maison à Kaoukaba, le 25 mars 2026, au Liban. © Photo Gabriel Ferneini pour Mediapart

Le premier appel pour « *savoir si tout allait bien avec les déplacés* », explique un élu d'une commune voisine de Kaoukaba, qui veut garder l'anonymat. Le second pour « *essayer d'obtenir la liste des déplacés, histoire de [les] protéger des infiltrations du Hezbollah, a eu le culot de [lui] expliquer [s]on interlocuteur* », poursuit-il. Le troisième appel a été plus menaçant : « *Il m'a été clairement dit que nous devons expulser les déplacés, sans quoi nous allons nous aussi être bombardés* », conclut l'élu.

Cette alerte-là, le maire de Kaoukaba l'a aussi reçue. Et s'y est plié. Il a demandé à vingt-deux familles de quitter le village. Les chiïtes seulement. Les six familles chrétiennes sont restées.

**Gwenaelle Lenoir**